En 1972, au terme d'une réunion du club du Bilderberg (qui réunissait depuis une vingtaine d'années un groupe sélect de personnalités atlantiques), David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank, fut chargé d'inviter des participants japonais. En juillet 1973 se tenait la première réunion de la Commission trilatérale, sorte d'aréopage futuriste, regroupant des représentants de l'élite politique, économique, financière et même syndicale des Etats-Unis, de l'Europe de l'ouest et du Japon.

L'année dernière, la liste des membres comptait environ 250 noms, auxquels il convient d'ajouter les anciens membres qui exercent actuellement des fonctions officielles (entre autres, une quinzaine de personnalités de l'administration Carter). La délégation canadienne est dirigée par Mitchell Sharp, ancien ministre du gouvernement fédéral; on y retrouve MM. Michel Bélanger, Claude Castonguay et Jean-Luc Pépin.

Organisme d'études, centre de concertation, foyer de contacts informels, instrument de formation pour des équipes gouvernementales, la Commission étudie et publie des documents de travail, les "Triangle Papers". Parmi la vingtaine de rapports parus (ou annoncés), on trouve abordés des problèmes économiques (N. 20 "les Exportateurs de pétrole et le système international"), des questions de relations internationales (N. 16 sur les relations Est-Ouest), des dossiers politiques (N. 8 "Crise de la démocratie", N. 18 sur les relations syndicats-patronat-gouvernement-société).

Pour une étude passionnée mais abondamment documentée du fonctionnement, de la doctrine et de la stratégie de la Trilatérale, on pourra utiliser le dernier volume de Pierre Vallières, *La démocratie ingouvernable* (Montréal, Ed. Québec/Amérique, 230 pages).

cipaux responsables de l'actuelle politique extérieure des Etats-Unis ont été membres de la Commission.

A la base de la "stratégie trilatérale", un effort soutenu pour renouer les alliances entre les classes dominantes des divers pays capitalistes. Ces ententes sont en effet la condition nécessaire pour qu'on puisse entreprendre de renégocier l'hégémonie à l'intérieur du système et pour que ces groupes d'intérêt puissent à nouveau, dans une action coordonnée, affronter leurs "ennemis communs", chez eux et à l'étranger. Voici d'ailleurs les principes fondamentaux de cette stratégie.

A) Négocier un plus grand partage du "leadership commun" de l'Europe, du Japon et des Etats-Unis: cet accord permettrait aux trois blocs d'exercer à nouveau leur domination sur les pays du reste du système.

B) Diviser le Tiers-monde. Pour ce, on isole du reste de la "périphérie" les pays "influents, modérés et responsables", plus utiles à la stratégie d'ensemble pour des raisons de sécurité ou de ressources en énergie et en matières premières.

C) Pour réaliser les deux points précédents, on développe une rhétorique de *l'interdépendance,* destinée à camoufler la domination nord-américaine et à la rendre plus tolérable pour les alliés et la périphérie.

D) Pour ce qui est du conflit avec les pays socialistes, on tente de recycler l'idée qu'il n'implique pas seulement les deux super-puissances, mais bien deux systèmes économiques et sociaux foncièrement distincts. De la sorte, on met l'accent sur les intérêts communs aux classes dirigeantes du système afin qu'en présentant leurs revendications elles tiennent compte des limites de tolérance qu'imposent à l'ensemble du système la présence et l'action d'ennemis communs.

Prospectives

Cette stratégie porterait un rude coup à l'Amérique latine, aux intérêts de ses classes populaires et à la possibilité d'un essor économique un peu autonome et indépendant, dans l'hypothèse du moins où l'on continuerait de s'en remettre à des stratégies de développement de type capitaliste. Voyons les répercussions majeures qu'aurait la stratégie trilatérale sur la vie politique et économique du continent latino-américain.

1) Même face à des projets réformistes tendant à diversifier, dans une certaine mesure, la dépendance politique et économique de l'Amérique latine, le plan de la Trilatérale visera à restreindre le plus possible les variations et les options au sein du modèle capitaliste.

2) Le continent sera divisé en fonction d'une nouvelle répartition internationale du travail au nom de modèles de "développement" fondés sur l'intervention du capital transnational: dans la logique de ce programme, les pays latino-américains ne produiront pas seulement pour répondre aux besoins de leur marché intérieur mais pour satisfaire la demande internationale. Ceci implique que les bourgeoisies latino-américaines acceptent les règles du jeu de l'économie capitaliste internationale "libre et ouverte"... et leurs conséquences:

a) pour ce qui concerne les classes dominantes des pays d'Amérique latine, le processus de "dénationalisation" des entreprises s'accentuera encore, en même temps qu'on assistera au démantèlement des structures industrielles nationales mises en place par les politiques protectionnistes de l'après-guerre.

b) quant aux travailleurs, l'incorporation de certaines économies latino-américaines à ce plan de division internationale du travail suppose le maintien des salaires à un niveau très bas. En effet, si certaines nations deviennent exportatrices de produits manufacturés, produits chez elles par des entreprises transnationales, c'est à la condition de continuer d'offrir une main-d'oeuvre à bon marché; ce moyen de réduire les coûts de production est en effet le seul atout qui les rende concurrentielles, et donc intéressantes, pour le capital international.

3) Le résultat de pareil modèle de développement ne peut être qu'une polarisation sociale de plus en plus forte. Car en même temps que de petites minorités conservent des niveaux de revenus et des modes de consommation comparables à ceux du Centre du système, puisque leur demande est satisfaite par la production des multinationales "pour le marché interne", les masses sont incorporées à l'armée de réserve du capitalisme développé et consacrées à la production "pour le marché mondial", qui se réduit en pratique à celui des pays industrialisés. (3)

3. Le groupe de travail de spécialistes en sciences sociales tient à renvoyer ses lecteurs à des ouvrages plus détaillés, auxquels ont d'ailleurs collaboré certains membres du groupe:
   La Comision Trilateral y la coordinacion de Politicos del mundo capitalista, publié par le CIDE, 1978, Mexico, 473 pp.
   Carter y la Logica del Imperialismo, publié sous la direction de Hugo Assman par DEI-EDUCA, Costa Rica (2 vol. de 780 pp.).

SITUATION CRITIQUE DES PAYS MOINS AVANCÉS

par **Ernst Verdieu**

Ernst Verdieu, du Centre d'Education et de Coopération Internationale, expose la situation économique des "pays moins avancés", pauvres entre les pauvres, et examine les politiques des nations du "Nord" à leur égard.

Des contrastes

Quand on parle, aux Nations unies, des "pays moins avancés" (*PMA*), on entend désigner une trentaine d'états, identifiés par des résolutions expresses de l'Assemblée générale adoptées depuis décembre 1971. Si l'on excepte les Iles Samoa (Océanie) et Haïti, ces pays se trouvent en Afrique (20) et en Asie (8). Les plus importants, en termes de population, sont le Bangladesh (plus de 80 millions d'habitants), l'Ethiopie (près de 30 millions), l'Ouganda, le Népal, la Tanzanie, le Soudan et l'Afghanistan (de 10 à 20 millions d'habitants chacun).

Une situation critique — Ils se caractérisent par le niveau extrêmement faible du revenu moyen par habitant ($139 par année), par la forte proportion de leur population concentrée dans le secteur de la production agricole (80% de la main d'oeuvre totale), par la faible productivité de l'agriculture et la mise en valeur très limitée des ressources naturelles, par une industrialisation embryonnaire, par le bas niveau des exportations par habitant, par une infrastructure institutionnelle et matérielle très insuffisante (dans l'administration, l'enseignement, la santé, le logement, les transports et communications, etc.), sans parler de conditions climatiques et géographiques défavorables (absence de littoral, sécheresses, désertification, fréquence des cyclones ou des inondations). (1)

Pour se faire une idée de l'écart que dessinent ces statistiques, rappelons seulement que le revenu moyen dans les pays industrialisés est au moins quarante fois plus élevé ($6 200) et que le revenu moyen du citoyen canadien est évalué à plus de $7 500. (2) Quant à celui de l'ensemble des pays en développement, il est de $505 par habitant, soit plus du triple de celui des PMA. Cette situation a amené certains observateurs à évoquer la formation potentielle d'un *Quart-monde,* végétant au-dessous du niveau de subsistance...

La faible productivité agricole de ces pays ne met pas en cause, est-il besoin de le souligner, le courage des paysans des PMA. Outre la répartition de la main d'oeuvre, d'autres facteurs de production (mécanisation, engrais, technique, crédit...) font défaut. Mais ce qui assombrit encore les perspectives économiques, c'est que dans une vingtaine de ces pays, l'augmentation de la production alimentaire n'arrive pas à correspondre à l'augmentation de la population. Cela signifie en clair qu'à partir d'une situation déjà très défavorable, le sort de la population des pays dits les plus pauvres va en empirant, s'ils ne doivent compter que sur leur production autonome.

L'apport international et celui du Canada

Depuis plusieurs années déjà la Communauté internationale se préoccupe — au moins verbalement — du sort des pays considérés comme les plus pauvres parmi les pauvres. On peut citer, entre autres, les mesures détaillées prévues déjà à la CNUCED III (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) en 1972, la demande de traitement spécial dans le programme du Nouvel Ordre Economique International (*NOEI*) en 1974, et plus récemment le "Nouveau programme substantiel" négocié à la CNUCED V.

Par ailleurs, on sait combien tous les diplomates se disent préoccupés par la satisfaction des besoins essentiels, par le développement au ras-du-sol, par l'éradication de la misère absolue d'ici l'an 2 000, par des programmes propres à promouvoir le développement du monde rural.

1. Ces caractéristiques ont été retenues par les experts du groupe de travail des Nations unies sur le commerce des pays moins avancés; leur étude a servi à préparer la Conférence de Manille (CNUCED V). Cf. CNUCED TD/B/735, Nations unies, 1979.
2. Ces chiffres approximatifs s'inspirent du Rapport sur le développement dans le monde, publié en 1978 par la Banque Mondiale. Il faut encore les interpréter. En effet, le revenu par habitant, tout en étant commode pour tracer une image globale de la situation d'un pays, n'est en fait qu'une fiction: à l'intérieur de chaque pays, la répartition des richesses est inégale. Ainsi, par exemple, la Tanzanie, le Bénin, le Niger et la Somalie ont des revenus moyens par habitant assez proches: cela ne veut pas dire que la situation de la masse de la population soit la même dans les quatre pays. Par ailleurs, le Bangladesh a un revenu national qui atteint la dizaine de milliards; le revenu par tête reste insuffisant, mais certaines dépenses d'infrastructure limitée seront possibles là, qui ne le seraient pas pour un pays qui aurait un revenu "per capita" plus élevé, mais un revenu global d'à peine une dizaine de millions.

On doit reconnaître que plusieurs, parmi les pays concernés, se sont vus récemment soulagés des dettes contractées à travers l'Aide publique au développement (*APD*) qui leur avait été offerte. Plusieurs donateurs sont décidés à verser l'aide à ces pays uniquement sous forme de dons.

Le Commerce international — Les PMA participent au commerce international; certains pays et certains produits comptent pour une part appréciable du commerce mondial, sans oublier les ressources stratégiques que constitue, par exemple, l'uranium de la République centre-africaine. On peut relever la part du commerce mondial qui dépend d'eux (chiffres de 1975):

1. Le juge: 53,10%, dont le Bangladesh 49,10%, le Népal 3,94%
2. Les fibres végétales: 13,48%, dont la Tanzanie 12,45%
3. Les épices: 9,67%, dont encore la Tanzanie 8,43%.

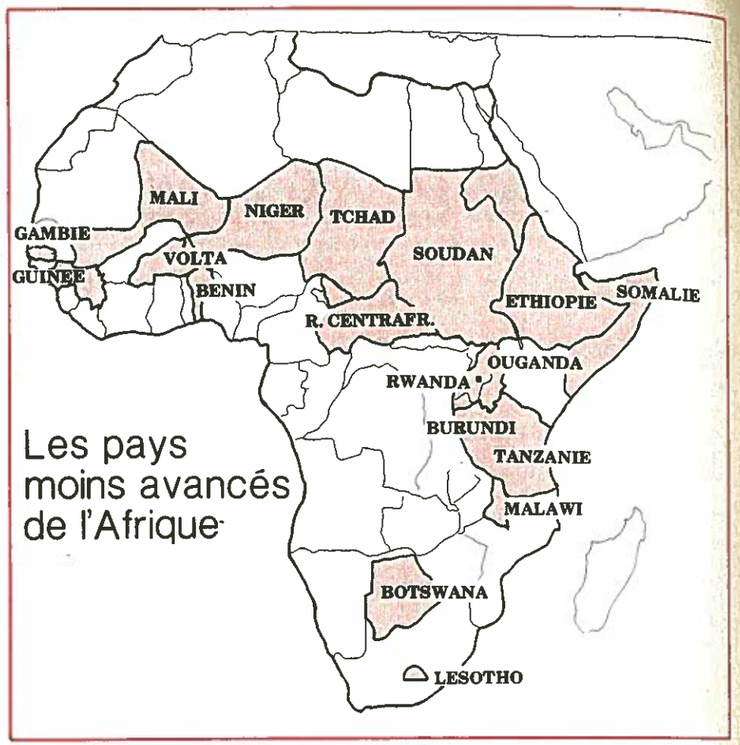
Notons encore le café (9,46%), le coton (8,36%), le thé (8,19%).

Mais on sait combien ces derniers produits dépendent de la fluctuation des cours mondiaux et du contrôle exercé par les grands producteurs et les entreprises multinationales. On sait aussi, en ce qui concerne les exportations de fibres, que des produits synthétiques de remplacement en avilissent les prix. Pire encore, durant la dernière décennie, la variation du *pouvoir d'achat* des exportations par habitant en dollars constants de 1977 a été négative, dans les PMA: elle est de -4,7 contre +14,0 pour l'ensemble des *PED* (pays en développement). (Notons que l'amélioration observée en 1975-6 dans ce domaine ne s'est pas poursuivie.)

Commerce et aide — Il est inutile de parler du déficit commercial, c'est-à-dire de l'excès des importations par rapport aux exportations, mais on peut se demander si l'aide extérieure a pu combler la faible entrée de devises provenant de l'exportation.

Certains pays, comme les îles Samoa ou la Somalie ont pu compter sur une aide qui, par habitant, a été le double — en certaines années — du pouvoir d'achat de l'exportation.

Dans l'ensemble, les PMA ont été beaucoup plus dépendants de l'aide extérieure que les autres PED. L'aide a compté, chez eux, pour 43% du total des entrées de devises par habitant, contre 25% dans les PED. Mais un examen plus détaillé révèle que les pays dont le



Produit intérieur brut par habitant est inférieur à $100., sont précisément ceux qui, proportionnellement, ont encore moins reçu d'aide extérieure, et ceci est encore plus vrai des quatre pays asiatiques du groupe (Laos, Népal, Bangladesh et Bhoutan) que des pays africains.

En ce qui concerne le total des apports financiers aux pays en développement, il est inférieur depuis plus de dix ans au pourcentage des PMA par rapport aux PED (c.à.d. 12,3%). Mais il y a lieu de faire les distinctions suivantes.

Peu après la crise du pétrole en 1974, on avait généralement augmenté la part d'aide allouée aux pays les plus pauvres; cela atteignait même plus de 60% dans le cas de la Chine et des pays socialistes d'Europe orientale. Mais depuis, même pour ces pays donateurs, la part des PMA a fléchi: elle n'a augmenté que de la part de l'*OPEP* (Organisation des pays exportateurs de pétrole), en se maintenant du côté des apports multilatéraux des pays du *CAD* (Comité d'Aide au Développement), dont fait partie le Canada.

Mais, et c'est fort compréhensible, quand il s'agit des courants financiers aux conditions du marché, les pays les moins avancés ne comptent pratiquement pas (sauf, peut être, pour les institutions multilatérales dépendant de l'OPEP).

Le Canada — Il est sans doute futile d'entreprendre d'analyser la position canadienne en ce domaine, et pour plusieurs raisons. D'abord, le Conseil économique du Canada, dans son rapport de 1978 "Pour un commun avenir", a suffisamment attiré l'attention sur ce qui devrait être fait si on avait la volonté politique de participer à un développement réel du Tiers-monde.

Ensuite, dans la mesure où le nouveau cabinet de M. Clark entend s'appuyer davantage sur l'entreprise privée (et le gouvernement québécois vient d'emboîter le pas), les pays les plus pauvres disparaîtront tout simplement du champ des préoccupations de l'administration.

Il est évidemment facile, dans la situation actuelle de pauvreté du Tiers-monde, d'afficher un palmarès "édifiant". Il suffit, d'une part, de parler du Tiers-monde comme d'un seul pays

Jean-Paul II aux Nations unies

Il faut prendre conscience du fait que les tensions économiques qui existent dans les différents pays, dans les rapports entre les Etats et même entre des continents entiers, comportent en elles-mêmes des éléments substantiels qui limitent ou violent les droits de l'homme.

L'abîme entre la minorité de ceux qui sont abusivement riches et la multitude de ceux qui sont dans la misère est un symptôme assurément grave dans la vie de toute société. Il faut redire la même chose, et avec plus d'insistance encore, à propos de l'abîme qui sépare chacun des pays et chacune des régions du globe terrestre.

Il faudra voir, et tout en dépendra, si ces différences de niveau de vie et ces oppositions dans le domaine de la "possession" des biens seront réduites systématiquement, et par des moyens vraiment efficaces; si disparaîtront de la carte économique de notre terre les zones de la faim, de la sous-alimentation, de la misère, du sous-développement, de la maladie, de l'analphabétisme; et si la coopération pacifique s'abstiendra de poser des conditions d'exploitation, de dépendance économique ou politique, qui seraient seulement une forme de néo-colonialisme.

d'après ***L'Osservatore Romano,*** *éd. hebd. franc. du 9 octobre 1979.*

(sans dire que ce "pays" regrouperait près de 3 milliards d'habitants) et donc de comptabiliser un puits en Haute-Volta et un pont au Bangladesh. D'autre part, et quasiment à l'inverse, du moins en apparence, on insistera sur la "base" et ce qui, à l'égard de l'ensemble, apparaîtrait comme une goutte d'eau ou un divertissement de riches, devient un projet formidable de promotion. Il ne s'agit pas de critiquer les efforts faits à la base, ni de donner mauvaise conscience aux Canadiens. Mais il faut se demander si ce qu'on a tendance à présenter comme un effort extraordinaire ne nous paraîtrait pas ridicule dès lors qu'on se poserait la question autrement: "Juste pour un instant, juste pour une heure, regardons leur situation en nous disant: et si c'étaient des Canadiens?"

Nous aurions alors la réponse suivante: pour ces Canadiens fictifs — les plus pauvres au monde — nous avons dépensé, en 1977, POUR CHAQUE MILLE DOLLARS du Produit national brut canadien, UN DOLLAR et 07 cents, tant en aide bilatérale qu'en aide multilatérale (et nous avons une bonne performance, car pour l'ensemble des pays riches du CAD, la moyenne, sur MILLE dollars de PNB est de 51 cents) (3).

Parmi les six pays d'Asie appartenant au groupe des pays moins avancés, le Bhoutan, le Bangladesh, le Laos et le Népal ont un revenu moyen par habitant inférieur à $100/année.

Le nouveau programme substantiel d'action pour les années 80 de la CNUCED

Tout le monde, à Manille, semblait préoccupé par le sort des pays les plus pauvres et on aurait pu croire qu'ils se situent désormais en dehors de la confrontation Nord-Sud. Non seulement la Banque Mondiale, avec M. McNamara en tête, clame qu'il faut faire disparaître cette "misère absolue", mais on est même disposé à admettre que ces pays ne sont pas dangereux.

"Le retard des pays les moins avancés", écrit le groupe d'experts déjà cité "est tel que les marchés mondiaux pourraient s'adapter à des taux de croissance très élevés des exportations en provenance de ces pays, sans qu'une restructuration profonde soit nécessaire" (4).

En effet, si la Conférence n'a pu aboutir à des conclusions précises concernant la restructuration de l'économie mondiale, elle est parvenue à s'entendre sur un programme spécial en faveur des PMA.

Il faut dire tout de suite, pour nous enlever toute illusion, que l'une des demandes-clés élaborées par le Tiers-monde dans son programme d'Arusha, en février 1979, a dû être abandonnée sous sa forme originale. En effet, on demandait

3. Données de base relatives aux PMA — CNUCED TD/240/suppl. 1, Manille, mai 1979, tableau 25.
4. Document TD/B/735, p. 17.

"à chaque pays développé de doubler au moins, en valeur réelle, l'Aide aux pays en développement qu'il met actuellement à la disposition des pays les moins avancés" (5).

Ce doublement devait se faire en trois ans. En aide bilatérale, si on se fie aux chiffres de 1977, en dollars courants, cela signifiait pour l'ensemble des membres du CAD, environ 3 milliards de dollars; pour le Canada, 220 millions, c'est-à-dire le cinquième du coût du Stade olympique de Montréal; pour les Etats-Unis, 500 millions, contre plus de 100 milliards ou 100,000 millions en dépenses d'armements.

La réponse fut: niet!!! On dut se rabattre sur des assurances morales non-chiffrées.

Cependant nous ne voulons pas être d'incurables pessimistes, et il faut s'efforcer de croire à la valeur de ces engagements moraux. On pourra le vérifier très rapidement et tout au long de la décennie 80. Voilà pourquoi il est extrêmement important de suivre le comportement de la communauté internationale (et celui du Canada) envers les PMA. (6)

On a prévu:

1. un programme d'action immédiate (1979-1981);
2. un nouveau programme substantiel pour les années 80.

Le Programme d'action immédiate

- un accroissement rapide des fournitures de ressources "pour accélérer l'approbation et l'exécution de tous les projets d'assistance déjà dans la filière...", c.à.d. enlever l'obstacle des délais administratifs;
- l'utilisation *maximale* de tous les arrangements *existants*;
- le soutien financier immédiat à la préparation du nouveau programme;
- un gros effort immédiat pour mobiliser le personnel qualifié (*local* et étranger) qui sera nécessaire.

Quant au Nouveau programme substantiel, il concerne quatre grands domaines:

5. Programme d'Arusha, p. 84.
6. On trouvera le texte complet de la résolution dans le dossier spécial sur le CNUCED V publié par le Centre d'Etude et de Coopération Internationale, 4824, Côte-des-Neiges, Montréal H3V 1G4, tél. (514) 735-4561.

QUELQUES CHIFFRES...

Selon les chiffres de la Banque mondiale, le revenu moyen par habitant, s'élevait, au Canada, à $7510 pour l'année 1978. Pour l'ensemble des *pays moins avancés*, le revenu moyen n'était, à la même époque, que de $150 par année, en regard de $505 pour l'ensemble des pays en voie de développement. Voici, plus exactement, le revenu moyen par habitant, des états de ce "Quart-monde potentiel":

- ***$100. ou moins*** **(8 pays, dont 4 sur les 6 de l'Asie) Bhoutan, Bangladesh, Népal, Laos, Haute-Volta, Burundi, Rwanda, Mali;**
- ***$200. ou moins*** **(12 pays) Ethiopie, Somalie, Tchad, Bénin, Niger, Guinée, Tanzanie, Malawi, Lesotho, Maldives, Yemen Démocratique, Afghanistan;**
- ***$300. ou moins*** **(8 pays, dont 3 îles) Comores, Cap-Vent, Haïti, Gambie, ECA, Ouganda, Yemen Arabe, Soudan;**
- ***enfin, 2 "exceptions:*** **l'île de Samoa ($350.) le Botswana ($449.).**

- transformations de structures;
- besoins sociaux;
- recherche d'investissements évolutifs;
- soutien d'urgence.

Il faut noter l'insistance mise non seulement sur la planification, mais aussi sur l'initiative *nationale* de chacun des pays concernés. Les pays de l'Est ont renchéri là-dessus avec raison. Ce "blitz" de la communauté internationale contre la misère, s'il ne respecte pas scrupuleusement le droit des pauvres à définir leurs propres besoins et leur rythme de développement, peut devenir un scandale des plus odieux, où l'on se servirait de la misère même des gens pour en faire de nouveaux consommateurs dans le but de relancer la production et l'économie, non pas des pays pauvres, mais des pays déjà riches. On éprouve ici comme un malaise, le sentiment de profaner des choses saintes. Dire, ou répéter, que l'envoi de produits alimentaires (en dehors de cas extrêmes) alourdit à long terme la dépendance et la condition malheureuse d'une communauté humaine, semble être un sacrilège. Mais combien de ceux qui ont pitié des pauvres sont-ils réellement prêts à mettre le paquet pour promouvoir sur une vaste échelle la production locale de vivres? Et quand on cherche, ici, à se protéger à tout prix de la concurrence minime de quelques produits manufacturés venant de pays pauvres, à quoi rime le couplet de compassion sur leur misère?

Notons, enfin, que les pays en développement plus avancés ont pris conscience de leur propre responsabilité à l'égard des PMA. Tout en insistant sur l'apport et les responsabilités des pays dits industrialisés, ils ont réservé une place spéciale aux PMA dans la coopération entre les pays en développement.

En particulier — et cela aussi méritera d'être vérifié — l'Irak et le Vénézuéla ont proposé à Manille, des formes de ristourne qui permettraient aux pays pétroliers, non seulement de ne pas aggraver la situation des pays les plus pauvres, mais encore de contribuer fortement à leur redémarrage, sans considérer simplement les intérêts régionaux, ethniques ou stratégiques.

Conclusion

Sans vouloir accepter la notion d'un Quart-monde (notion dangereuse pour autant qu'elle cherche à désolidariser les plus pauvres de l'ensemble du combat du Tiers-monde, ce qui ferait d'eux de plus en plus non pas des partenaires mais des mendiants), il nous semble que le degré de préoccupation porté aux pays dits les moins avancés mesure en quelque sorte notre souci de l'homme. Mais le chemin semble long et quasiment désespéré qui nous permettrait de sortir de notre "myopie universaliste". Si, dès que l'Europe et l'Amérique du Nord participent à un événement, cela devient pour nous un événement mondial, cela signifie que, mentalement, il y a pour nous deux humanités. Dans ce sens nous appliquons un barème et des normes spéciaux à l'immense majorité de l'Humanité, sans faire l'effort requis pour prendre conscience de la dimension de leurs problèmes.

APPROPRIATIONS IV

par **Raymond Bourgault**

LA TRAVERSÉE DE LA SAMARIE

**"Jésus quitta la Judée et regagna la Galilée.
Or il lui fallait passer par la Samarie."**
(Jn 4, 3s)

Au temps de Jésus, la Palestine était divisée en trois régions: la Galilée au nord, la Samarie au milieu, la Judée au sud. Pour passer de Judée en Galilée, il fallait passer par la Samarie. Mais si l'auteur consigne cette évidence, ce doit être qu'il lui trouve une signification autre que géographique. En effet, cette notation fonctionne comme une charnière qui relie entre elles trois scènes: l'entretien avec Nicodème, le dialogue avec la Samaritaine, la guérison du fils du fonctionnaire royal, la première ayant lieu à Jérusalem en Judée, la deuxième à Sychar en Samarie, la troisième à Capharnaüm en Galilée. Or, plus poète qu'historien, l'auteur a fait de cet itinéraire un concentré exemplaire et normatif du développement de la primitive Eglise. Car, dans la première scène, Jésus déclare que les Juifs ne reçoivent pas son témoignage ni celui des siens (3,11) et, avant de raconter la troisième scène, le conteur observe, d'une part, que Jésus avait dit qu'un prophète est mal reçu dans sa patrie et, d'autre part, que les Galiléens l'ont bien accueilli (4,44s). Il considère donc les Galiléens comme des non-Juifs, comme les représentants des Nations, des Grecs, qui ont mieux reçu les missionnaires chrétiens que les propres compatriotes de Jésus.

Ainsi, la représentation johannique de l'espace est solidaire d'une représentation du temps. De même qu'il y avait trois régions en Palestine, il y avait eu trois moments dans la vie de l'Eglise et Jésus en avait fourni le précédent exemplaire. Cette conception de l'espace-temps de l'esprit est confirmée par Luc, selon qui l'Eglise a commencé en Judée (Ac 1-7), s'est ensuite répandue en Samarie (Ac 8), et enfin jusqu'à Rome (Ac 28), — développement qui est lui-même résumé dans une phrase: "Vous serez mes témoins à Jérusalem, dans toute la Judée et en Samarie, et jusqu'aux extrémités de la terre" (Ac 1,8).

Une histoire mouvementée...

Cependant, l'étude critique de l'ensemble des données a conduit nombre d'exégètes à reconstituer une histoire réelle plus mouvementée que celle que la composition irénique et déjà oecuménique de Jean et de Luc laisse supposer. Deux groupes et deux théologies s'affrontaient: essentiellement, les Hébreux et les Hellénistes, dont Luc suggère en Ac 6 les différences qui les opposent. Les premiers demeuraient fidèles à la Loi et au Temple, tandis que les seconds pensaient que la venue de Jésus rendait caduque toute l'ancienne économie. Les judéo-chrétiens espéraient que Jésus, messie juif, viendrait bientôt inaugurer le Royaume de Dieu sur les païens par le moyen d'Israël; mais les helléno-chrétiens croyaient que le Royaume était déjà là, — dans ces communautés de Juifs et de Grecs qui s'efforçaient d'aimer tout prochain, même ennemi, — et que les disciples de Jésus devaient se séparer des disciples de Moïse.

Durant les années 30 à 70, ces deux conceptions et ces deux groupes furent en conflit ouvert, et ce ne fut qu'après la ruine de Jérusalem et du Temple que le point de vue des Hellénistes apparut comme étant le seul qui était vraiment conforme à la volonté du Dieu des Ecritures juives et à celle de celui que tous confessaient comme Seigneur. Or, d'après les manières de dire des anciens, la meilleure façon d'exprimer cette conviction n'était pas de raconter en détail les luttes qui avaient dressé les deux partis l'un contre l'autre, mais de composer des récits fondateurs dont le Maître était le héros et où il agissait comme le type de l'apôtre, le premier qui avait converti à la foi chrétienne une personne qui n'était pas juive. La phrase de Jn 4,4 est donc un puissant raccourci dont la signification dépend de tout le contexte écrit et non écrit que fut la vie de l'Eglise primitive pendant les quarante années de son existence.

Passer de la chrétienté à la modernité

Au terme de cette brève méditation, on pourra réfléchir sur quelques aspects de l'existence chrétienne. D'abord, nos lecteurs attentifs sont sans doute désormais convaincus que *l'évangile n'est pas une vie de Jésus et qu'il raconte moins le passé qu'il ne pose les fondements d'un futur.* Il a été écrit par des gens qui, certes, se souvenaient de Jésus, mais qui, surtout, croyaient que sa courte vie et sa mort avaient une signification universelle qui devait être progressivement déployée. Inséparable de leur foi, il y avait donc l'espérance que le sens de Jésus serait peu à peu saisi par tous les hommes et non seulement par leurs compatriotes privilégiés. Ce n'est donc qu'après être passés de "Judée" en "Galilée" par la Samarie qu'ils se sont souvenus de l'itinéraire de Jésus et en ont compris la portée.

Ensuite, on voit clairement aussi qu'*il est nécessaire de distinguer la surface du texte et sa profondeur, les faits et la façon dont ils sont rapportés.* Car la Judée, la Samarie et la Galilée signifient encore plus qu'elles ne désignent. L'auteur écrit comme les poètes de toujours qui dissolvent les signifiants pour laisser être le signifié. Et comme il sait que celui-ci ne peut être saisi que par ceux qui gardent la parole et la font fructufier (8: 31 et 15,7), plutôt que de dire explicitement le sens de la parabole en action qu'il raconte et de la référer à l'Eglise, il disperse dans son récit les indices qui pointent en direction de cette